

24 novembre 2020

Le très honorable Justin Trudeau, premier ministre du Canada

La très honorable Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances

L'honorable Patty Hajdu, ministre de la Santé

Monsieur le premier ministre Trudeau, ministre Freeland et ministre Hajdu,

À la suite du Discours du trône du 23 septembre, nous voulons vous féliciter de nouveau pour votre engagement continu à mettre en œuvre un régime national et universel d'assurance-médicaments, et pour votre intention « d'accélérer les étapes pour le mettre en place. »

Maintenant, plus de deux mois plus tard, nous croyons qu'il est temps de démontrer cet engagement par des gestes concrets. Nous vous demandons de préciser ces engagements dans la prochaine mise à jour économique et budgétaire et en ajoutant un élément à cet effet dans le budget fédéral 2021.

Tenant compte des recommandations du rapport final du Conseil consultatif sur la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments, conseil créé par le gouvernement libéral précédent, et de la promesse de votre gouvernement de s'appuyer sur ces recommandations, vous avez la responsabilité d'amorcer les mesures nécessaires pour offrir, dans les mois qui viennent, l'accès universel aux médicaments essentiels.

Selon l'échéancier du rapport final du Conseil consultatif, l'entrée en vigueur d'un formulaire national des médicaments essentiels se ferait d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Étant donné le besoin croissant et urgent d'un régime universel d'assurance-médicaments – avec des centaines de milliers de personnes ayant perdu accès à leur régime d'assurance-médicaments fourni par leur employeur – nous vous demandons d'accélérer le processus afin que les médicaments essentiels puissent être disponibles sur une base universelle d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2021.

Au cœur d'une pandémie de COVID-19, nous ne pouvons retarder davantage l'accès aux médicaments essentiels. Les hôpitaux du pays sont congestionnés et le risque de transmission du virus par voie aérienne a été fermement établi. Afin d'éviter des visites inutiles à l'hôpital qui résulteraient du manque d'accès aux médicaments sur ordonnance, il est des plus impératifs d'avoir un accès universel à une liste de médicaments essentiels.

Nous reconnaissons que la mise en œuvre d'un régime national d'assurance-médicaments nécessite la participation des provinces et des territoires. Comme ce fut le cas pour le régime d'assurance-maladie, lorsque les provinces et les territoires verront les bénéfices d'un tel régime, nous sommes confiants qu'ils emboîteront le pas. Nous sommes encouragés par le Discours du trône et l'engagement de votre gouvernement à « ... travailler de concert avec les provinces et les territoires qui souhaitent aller de l'avant rapidement. » Ce qu'il faut, maintenant, c'est un plan concret, ainsi qu'un financement stable et à long terme afin de démontrer aux provinces et aux territoires qu'ils peuvent compter sur votre gouvernement comme partenaire pour élargir l'accès aux médicaments vitaux pour toute la population canadienne.

Il incombe à votre gouvernement de se laisser guider par le rapport final du Conseil consultatif et d'assumer le coût différentiel de la mise en œuvre du régime. Si les provinces et les territoires ont la

garantie que tout coût supplémentaire sera assumé par le gouvernement fédéral lors de la mise en œuvre du régime, et que ce régime se traduira en économies substantielles pour les citoyens, les entreprises et le système de soins de santé, il sera alors très difficile de résister à l'adopter.

Nous demandons à votre gouvernement de prévoir, au budget fédéral 2021, 3,5 milliards de dollars pour la couverture universelle d'une liste de médicaments essentiels, tel que recommandé dans le rapport final du Conseil consultatif. Nous demandons aussi à votre gouvernement de mettre en œuvre ce régime d'ici le 1<sup>er</sup> juillet afin d'accélérer l'accès pour ceux et celles dans le besoin.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1958, la *Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostics* est entrée en vigueur et, ce même jour en 1968, la *Loi sur les soins médicaux* est entrée en vigueur. Avoir une liste de médicaments essentiels accessibles à toutes les personnes du Canada d'ici le 1<sup>er</sup> juillet 2021 amorcerait la mise en place d'un élément manquant et essentiel du régime d'assurance-maladie. Et cet accomplissement des plus précieux aux yeux de la population canadienne se ferait lors d'une journée très particulière, soit 153 ans depuis la Confédération.

Nous avons hâte de collaborer avec vous pour accélérer la mise en œuvre du régime national, public et universel d'assurance-médicaments, à payeur unique.

Veuillez agréer, Monsieur le premier ministre, Madame la vice-première ministre et ministre des Finances, et ministre Hajdu, mes sentiments les plus sincères.



Linda Silas  
Présidente, Fédération canadienne des syndicats  
d'infirmières et infirmiers



Pauline Worsfold, II  
Présidente, Coalition canadienne de la santé



Marie Clarke Walker  
secrétaire-trésorière, Congrès du travail du Canada



Ken Neumann  
Directeur National pour le Canada, Syndicat des  
Métallos



Danyaal Raza  
Président, Canadian Doctors for Medicare



Anita Huberman  
Chef de la direction, Surrey Board of Trade



Mike Parker  
Président, Health Sciences Association of Alberta



Doug Roth  
Chef de la direction, Cœur + AVC



Mark Hancock  
Président national, Syndicat canadien de la fonction publique



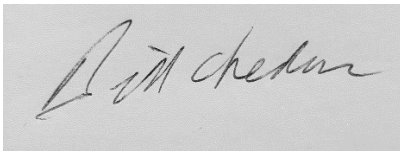
Sandra Azocar  
Directrice exécutive, Friends of Medicare



Larry Brown  
Président, Syndicat national des employées et employés généraux du secteur public



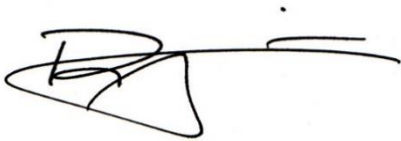
Tim Guest, II  
Président, Association des infirmières et infirmiers du Canada



Bill Chedore  
Président, Association des syndicalistes à la retraite du Canada



Jerry Dias  
Président, Unifor



Rick Smith  
Directeur exécutif, Institut Broadbent



Steve Morgan, Ph. D.  
Professeur en politique de santé à l'Université de la Colombie-Britannique et fondateur de Pharmacare 2020



Bill VanGorder, Directeur des politiques  
Canadian Association of Retired Persons



Christina Warner et Ravi Joshi, Co-directeurs exécutifs, Le Conseil des Canadiens